

Dreizehnte Sitzung – Treizième séance

Donnerstag, 16. Dezember 1993, Vormittag
Jeudi 16 décembre 1993, matin

08.00 h

Vorsitz – Présidence: Frau Haller

93.011

**Schiffahrt auf dem Langensee
 und dem Luganensee.
 Abkommen mit Italien**
**Navigation sur le lac Majeur
 et le lac de Lugano.
 Convention avec l'Italie**

Botschaft und Beschlussentwurf vom 3. Februar 1993 (BBI II 754)
 Message et projet d'arrêté du 3 février 1993 (FF II 732)

Beschluss des Ständerates vom 20. September 1993
 Décision du Conseil des Etats du 20 septembre 1993

Kategorie V, Art. 68 GRN – Catégorie V, art. 68 RCN

Herr **Wanner** unterbreitet im Namen der Kommission den folgenden schriftlichen Bericht:

Ausgangslage

Die geltende Regelung betreffend die Schiffahrt auf dem Langensee und dem Luganensee entspricht den heutigen Verhältnissen nicht mehr. Mit dem vorliegenden Abkommen, welches auf Initiative der Schweiz zustande kam, soll deshalb die Uebereinkunft erneuert werden. Die Aufteilung des neuen Vertragswerks in ein Abkommen und ein Reglement wird es in Zukunft erlauben, die nautischen und technischen Vorschriften dem Stand der Technik jederzeit anzupassen, ohne das Abkommen zu ändern.

Erwägungen der Kommission

Die Kommission für Verkehr und Fernmeldewesen behandelte die Vorlage am 18. Oktober 1993. Sie hält dazu folgendes fest: Die Kommission betrachtet das Abkommen im wesentlichen als ausgewogene und die schweizerischen Interessen berücksichtigende internationale Regelung. Sie begrüsst es als Beitrag zur Harmonisierung der Schiffahrt auf unseren Grenzgewässern. Zeitgemässe Lösungen konnten insbesondere in den Bereichen der Lärmvorschriften und der geschützten Uferzonen gefunden werden.

Demgegenüber gehen nach Auffassung der Kommission vor allem die Gewässerschutzmassnahmen und die Abgasvorschriften noch zu wenig weit. Der Bundesrat sollte ihres Erachtens in diesen Bereichen mit Italien über eine Verbesserung des Umweltschutzes weiterverhandeln.

M. **Wanner** présente au nom de la commission le rapport écrit suivant:

Situation initiale

La réglementation actuelle relative à la navigation sur le lac Majeur et le lac de Lugano ne correspond plus à la situation actuelle. La présente convention, qui a vu le jour à l'initiative de la Suisse, devrait par conséquent renouveler l'accord en vigueur. La subdivision du nouveau traité en une convention et un règlement permettra à l'avenir d'adapter constamment les prescriptions nautiques et techniques au stade actuel de la technique sans modifier la convention.

Considérations de la commission

La Commission des transports et des télécommunications a examiné le projet de convention le 18 octobre 1993. Ses conclusions se résument comme suit:

La commission considère cet accord pour l'essentiel comme une réglementation équilibrée, qui tient compte des intérêts suisses. Elle estime en outre que la convention apporte une contribution à l'harmonisation de la navigation sur nos lacs et cours d'eau limitrophes. C'est ainsi que les Etats contractants sont parvenus à fixer une réglementation adaptée aux conditions actuelles dans les domaines des prescriptions relatives aux émissions de bruit et des zones riveraines protégées. En revanche, de l'avis de la commission, les mesures de protection des eaux et les prescriptions concernant les émissions de gaz d'échappement ne sont pas assez strictes. Elle juge que le Conseil fédéral devrait poursuivre ses négociations avec l'Italie en vue d'obtenir une amélioration de la protection de l'environnement.

Antrag der Kommission

Die Kommission beantragt mit 23 zu 0 Stimmen, den Bundesrat zur Ratifizierung des Abkommens zu ermächtigen.

Proposition de la commission

La commission propose, par 23 voix sans opposition, d'autoriser le Conseil fédéral à ratifier la convention.

Eintreten wird ohne Gegenantrag beschlossen

L'entrée en matière est décidée sans opposition

Detailberatung – Discussion par articles

Titel und Ingress, Art. 1, 2

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Titre et préambule, art. 1, 2

Proposition de la commission

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Angenommen – Adopté

Gesamtabstimmung – Vote sur l'ensemble

Für Annahme des Entwurfes

74 Stimmen
(Einstimmigkeit)

An den Bundesrat – Au Conseil fédéral

93.049

**Verkehr mit Edelmetallen
 und Edelmetallwaren.
 Bundesgesetz. Revision**
**Loi sur le contrôle
 des métaux précieux.
 Révision**

Botschaft und Gesetzentwurf vom 19. Mai 1993 (BBI II 1033)

Message et projet de loi du 19 mai 1993 (FF II 997)

Kategorie IV, Art. 68 GRN – Catégorie IV, art. 68 RCN

Antrag der Kommission

Eintreten

Proposition de la commission

Entrer en matière

M. **Matthey**, rapporteur: La proposition qui nous a été transmise et que nous avons examinée en commission a pour but d'adapter la loi fédérale sur le contrôle du commerce des métaux précieux et des ouvrages en métaux précieux qui date de 1933. Elle veut l'adapter à l'évolution de l'industrie sur le plan technique et commercial, ainsi qu'aux impératifs de la normalisation sur le plan international, que ce soient les normes ISO ou les normes du Comité européen de normalisation. Elle a aussi pour but de protéger les consommateurs et de protéger l'industrie suisse contre la concurrence déloyale.

Les principales innovations faisant l'objet de cette révision peuvent être ainsi résumées: d'abord, c'est la reconnaissance du palladium comme métal précieux aux titres de 500 millièmes et 950 millièmes. Ce métal, par sa composition chimique et par son prix, appartient en fait à la catégorie des métaux précieux, mais il n'est pas reconnu comme tel par la législation suisse. En revanche, il a fait l'objet d'une reconnaissance par la normalisation internationale et il est également reconnu dans le projet de directive actuellement en préparation au niveau de l'Union européenne. Bien que l'industrie suisse, en particulier l'industrie horlogère, utilise essentiellement l'or, le platine et l'argent, la reconnaissance du palladium comme métal précieux ouvre une possibilité qu'il ne faut pas négliger. Certains milieux, notamment de l'Usam et de l'Ubo, ne se sont pas déclarés favorables à la reconnaissance du palladium qui ne répondrait pas, selon leur opinion, à un besoin réel. Mais l'utilisation du palladium n'a pas de caractère obligatoire et c'est compte tenu de l'évolution qui se produit au niveau international qu'il est préférable d'adapter notre législation en conséquence.

Le deuxième point, c'est la reconnaissance d'ouvrages multimétaux. Il s'agit, ici aussi, pour notre industrie d'une des innovations les plus importantes et les plus urgentes. La loi suisse actuelle interdit, en effet, le poinçonnement des ouvrages multimétaux, par exemple en or et en acier, alors que la plupart des Etats étrangers admettent un tel poinçonnement et que certains d'entre eux, la France et les Etats-Unis notamment, le rendent obligatoire. Sur le plan industriel et commercial, la vogue des articles multimétaux s'est beaucoup développée, ce qui fait qu'il est nécessaire ici aussi de renoncer à la spécificité suisse et, en conséquence, d'autoriser le poinçonnement des ouvrages multimétaux.

La troisième amélioration porte sur l'épaisseur minimum du plaqué. La loi suisse actuelle prévoit une épaisseur minimum de 8 micromètres et la normalisation internationale a maintenant fixé l'épaisseur minimum du plaqué à 5 micromètres. Il faut donc, ici aussi, une adaptation.

Enfin, en ce qui concerne les titres légaux, la loi actuelle reconnaît pour l'or les titres de 750 millièmes, c'est-à-dire 18 carats; 585 millièmes, c'est-à-dire 14 carats; et 375 millièmes, c'est-à-dire 9 carats. Mais ce titre de 9 carats n'est toutefois reconnu que pour les boîtes de montres et non pour la bijouterie, ce qui a également valu l'opposition de l'Usam et de l'Union de la bijouterie et de l'orfèvrerie suisse. Or, les bracelets de montres sont placés parmi les ouvrages de bijouterie. Par voie de conséquence, une boîte de montre en or 9 carats peut recevoir le qualificatif d'ouvrage en or et être poinçonné en conséquence, alors qu'un tel poinçon est interdit sur le bracelet attaché à cette même montre et fabriqué avec le même alliage. Il est indispensable ici aussi d'éliminer cette contradiction. Il convient d'ajouter que les montres en or 9 carats correspondent à une demande de la clientèle sur des marchés importants de l'industrie et, d'autre part, ce titre est prévu aussi dans le projet de directive de l'Union européenne.

Sont également introduits d'autres titres: 916 millièmes pour l'or, 850 millièmes et 900 millièmes pour le platine et le titre de 999 millièmes est introduit pour les quatre métaux précieux.

Il y a finalement dans ce projet de révision de la loi également une délégation de compétences au Conseil fédéral et au Bureau central fédéral du contrôle des métaux précieux, qui appartient à l'Administration fédérale des douanes. Cette délégation nous paraît nécessaire pour permettre des adaptations plus rapides à l'évolution de la normalisation internationale.

C'est donc par 17 voix sans opposition et avec 1 abstention que la commission vous propose d'adopter le projet de modification qui vous est soumis aujourd'hui.

Nous avons examiné en commission une proposition de minorité, sur laquelle nous aurons l'occasion de revenir à la suite du dépôt d'une proposition par M. Früh, mais cette proposition de minorité qui portait sur l'article 6 alinéa 2 a été refusée par 12 voix contre 1 et avec 4 abstentions au sein de la commission.

Stucky, Berichterstatter: Beim vorliegenden Geschäft geht es einmal um eine Angleichung der Edelmetallbezeichnungen an international übliche Standards und gleichzeitig um die Uebernahme dieser Standards, der sogenannten ISO-Normen. Zudem wird Palladium unter die Edelmetalle aufgenommen.

In den letzten Jahrzehnten hat im Bereich der Multimetalle eine Entwicklung eingesetzt, ohne dass die Schweiz ihre Gesetze angepasst hätte. Vor allem Frankreich und die USA kennen diesbezüglich einen bedeutenden Markt. Wir müssen uns daher anpassen.

Eine andere und handelsmässig wichtige Aenderung gibt es bei den Plaquéwaren. Einmal wird der Wert für die Goldschicht auf der Plaquéware reduziert. Weil sie international nur 5 Mikrometer beträgt, soll der Wert für die minimale Schichtdicke in Zukunft auch für Schweizer Ware nicht mehr 8 Mikrometer betragen.

Wir kennen in unserem Gesetz den Goldgehalt von 375 Reinheitsgraden oder 9 Karat, allerdings nur für Uhrgehäuse, nicht aber für übrige Gegenstände, die dann nicht als Goldware angepriesen werden dürfen. Das gibt bei einer Uhr mit Armband oder irgendeiner anderen Verbindung gewisse Schwierigkeiten. Auch hier sollen wir uns entsprechend anpassen und die Spiesse gleich lang machen.

Beim Platin führt man die Reinheitsgehalte von 850 und 900 Tausendstel und generell für die Edelmetalle den höchsten Reinheitsgrad von 999 Tausendstel ein.

Schliesslich findet auch eine Aenderung bei der Prüfung der importierten Ware statt, indem der Zoll Gehaltsprüfungen der Ware nur noch stichprobeweise vornehmen soll.

Das sind die wichtigsten Punkte in diesem Erlass, der von der Kommission mit 17 zu 0 Stimmen bei 1 Enthaltung angenommen worden ist.

Zu Artikel 6 liegt noch ein Antrag vor; wir werden, wenn Eintreten beschlossen worden ist, darauf zurückkommen.

*Eintreten wird ohne Gegenantrag beschlossen
L'entrée en matière est décidée sans opposition*

Detailberatung – Discussion par articles

Titel und Ingress, Ziff. I Einleitung, Ingress, Art. 1–4

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Titre et préambule, ch. I introduction, préambule, art. 1–4

Proposition de la commission

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Angenommen – Adopté

Art. 6

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Antrag Früh

Abs. 2 (neu)

Der Bundesrat kann nähere Bestimmungen über die in Werbung und Information verwendeten öffentlichen Anpreisungen erlassen.

Schriftliche Begründung

Mit der Revision wird die Palette der zugelassenen Edelmetalle und Edelmetall-Legierungen beträchtlich ausgeweitet. Das kann zu einer Beeinträchtigung der Transparenz im Handel führen, wenn nicht entsprechende Vorkehrungen getroffen werden.

Am augenfälligsten ist dies bei den Goldwaren: Bis heute dürfen Waren unter der Bezeichnung «Gold» nur Legierungen von 14 Karat (d. h. mindestens 585 Tausendstel) oder 18 Karat (d. h. mindestens 750 Tausendstel) enthalten. Ausgenommen von dieser Regelung waren einzig die Uhrgehäuse aus einer Goldlegierung mit einem Feingehalt von mindestens 375 Tausendstel (9 Karat). Neu sollen nun sämtliche Waren unter der Bezeichnung «Gold» gehandelt werden dürfen, wenn sie einen Feingehalt von mindestens 375 Tausendstel aufweisen. Diese Zulassung kann man akzeptieren. Doch ist dafür zu sorgen, dass sie nicht zu einer Irreführung der Konsumenten führt und damit dem Handel mit Goldwaren schweren Schaden zufügt.

Gewiss müssen alle Edelmetallwaren den Feingehaltsstempel tragen. Aber bei öffentlichen Anpreisungen solcher Waren, namentlich in Katalogen, Werbebroschüren etc., ist diese Pünzierung nicht zu sehen. Und ebensowenig lässt sich auf Fotos oder hinter Schaufensterglas der Feingehalt einer Edelmetallware ohne entsprechende Deklaration identifizieren. Werden beispielsweise Goldwaren in öffentlichen Anpreisungen einfach als «Gold» bezeichnet und mit einem Preis versehen, so besteht eine grosse Gefahr der Täuschung von Konsumenten, welche – erfreut über den günstigen Preis – die Ware bestellen, ohne sich darüber Rechenschaft geben zu können, dass es sich nur zu 375 Tausendstel um Gold handelt.

Es ist deshalb zu fordern, dass öffentliche Anpreisungen von Edelmetallwaren dann, wenn sie eine Bezeichnung des betreffenden Edelmetalls enthalten, auch eine Angabe des Feingehalts enthalten müssen. Die öffentliche Anpreisung einer Ware als «Gold» beispielsweise müsste dann auch den betreffenden Goldfeingehalt der Ware angeben. Für welche Edelmetalle oder Waren dies zu gelten habe und wie die Feingehaltsangabe zu erfolgen habe – ob in Tausendstel oder in Karat oder ob beide Varianten zugelassen wären –, könnte in der Verordnung festgelegt werden. Ins Gesetz selber ist aber zumindest eine entsprechende Kompetenzbestimmung aufzunehmen, die es dem Bundesrat ermöglicht, die erforderliche Regelung zu treffen. Ein Handlungsbedarf besteht, wie gesagt, primär für Goldwaren, und zwar wegen der Zulassung der 375-Tausendstel-Legierung, mit welcher die Spannweite von der tiefsten zur höchsten Legierung ausserordentlich gross wird. Eigentlich hätte ich für das Gold diese Deklarationsvorschrift gerne direkt ins Gesetz aufgenommen. Nach Absprache mit der Verwaltung begnüge ich mich jedoch damit, Ihnen eine entsprechende Verordnungskompetenz zu beantragen.

Art. 6

Proposition de la commission

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Proposition Früh

Al. 2 (nouveau)

Le Conseil fédéral peut édicter des dispositions plus précises sur les offres publiques faites dans la publicité et l'information.

Abs. 1 – Al. 1

Adopté

Abs. 2 – Al. 2

Früh: Ich erlaube mir nur, etwas dazu zu sagen, weil dieser Antrag, der Ihnen vorliegt, nicht mehr der gleiche Antrag ist, der in der Kommission mit meiner einzigen Stimme unterlegen ist. Dies ist ein neuer Antrag, der mit der Verwaltung sehr weitgehend abgesprochen ist. Mein Antrag in der Kommission war viel weiter gehend. Sie attestieren mir sicherlich, dass ich keine unnötigen Regelungen provozieren und auch keine neuen Handelshemmnisse aufstellen will.

Aber trotz allem: Wenn wir dauernd von Produktedeklarationen sprechen – hier spreche ich von etwas, das ich wohl verstehe –, dann wäre eine Produktedeklaration gerade in dieser Beziehung angebracht; denn Sie wissen alle, dass nicht alles Gold ist, was glänzt.

Ich möchte nun versuchen, diese Frage an den Bundesrat zu delegieren, der dann die Möglichkeit hat, eine europakompatible Lösung zu suchen, und auch die Möglichkeit, betreffend Handelshemmnisse das Nötige vorzukehren. Ich könnte mir vorstellen, Herr Bundesrat, dass Sie vielleicht diesem Ansinnen, so wie ich es jetzt formuliert habe, nicht mehr das ganze Gewicht ihrer Argumente entgegensetzen, vielleicht etwas einsichtig wären, und dann im Ständerat und in der Verordnung diesem Anliegen Rechnung tragen würden.

M. Matthey, rapporteur: Il est vrai que la proposition Früh est sensiblement moins interventionniste que celle qu'il avait déposée en commission. La proposition présentée en commission prévoyait qu'il fallait obligatoirement mentionner la faible teneur en métal précieux pour tout alliage inférieur à 500 millièmes, et on retrouve cette idée dans la proposition qui nous est soumise ici. Il appartiendra au chef du Département fédéral des finances de dire ce qu'il pense de cette question-là, étant donné qu'il s'agit d'une disposition potestative.

Les raisons qui, à notre avis, continuent à militer pour le refus de cette proposition sont essentiellement celles relatives aux conventions et aux marchés internationaux. En effet, la loi actuelle admet déjà sans restriction le titre or de 375 millièmes pour les boîtes de montre. Le titre or de 375 millièmes – parce qu'il s'agit toujours de celui-ci, même, c'est vrai, si tout ce qui brille n'est pas de l'or fin – est admis sans restriction par la normalisation internationale, et ce serait introduire une sorte d'obstacle technique au commerce que d'accorder au Conseil fédéral cette possibilité de faire un certain nombre de réserves et de produire une information complémentaire relative à cette catégorie de normes dans notre pays. Il s'agirait, pour notre industrie et pour toute industrie étrangère qui exporterait en Suisse, de faire des réserves concernant le titre de 375 millièmes. Sur le plan international, cela présenterait un certain nombre de difficultés, même si nous comprenons les intentions de M. Früh, concernant la communication que l'on doit faire dans l'intérêt de la protection des consommateurs. Mais le poinçon de 375 millièmes existe, et il appartient aussi aux consommateurs de se renseigner.

En conséquence de quoi, en fonction précisément de la normalisation internationale, pour ne pas pénaliser l'industrie d'exportation, mais également pour ne pas renchérir et ne pas augmenter le nombre des procédures de ratification, nous vous proposons de rejeter la proposition Früh. Nous laissons, naturellement, le soin au Conseil fédéral de dire ce qu'il pense de cette disposition potestative.

Stucky, Berichterstatter: Der Antrag Früh, wie er jetzt vorliegt, hat der Kommission in dieser Form nicht vorgelegen. Herr Früh hat in der Kommission einen einschränkenderen Antrag gestellt. Jetzt geht es um eine reine Kompetenznorm, eine Kompetenzabtretung an den Bundesrat. Weil die Kommission über diese Kompetenzabtretung nicht beraten hat, müsste der Bundesrat darüber Auskunft geben.

Ich mache nur noch einmal darauf aufmerksam, dass eine gewisse Verwechslungsgefahr vorhanden ist. Wir kennen allerdings schon Uhrgehäuse mit 9 Karat, also mit einem Feingehalt von 375 Tausendstel; der Wert ist von der International Organization for Standardization (ISO) anerkannt. Einerseits ist es so, dass der Normalbürger diese Uhren von anderen nicht unterscheiden kann; damit ist eine Gefährdung gegeben. Andererseits sollte man aber vermeiden, dass unsere Schmuckindustrie im Zusammenhang mit dieser Kompetenzabtretung in Schwierigkeiten kommt und zusätzliche Auflagen erhält.

Bundesrat Stich: Der Antrag Früh ist ein seltsamer Antrag, wenn man daran denkt, wie heute von Liberalisierung und Deregulierung gesprochen wird. Herr Früh möchte nun genau das Umgekehrte, eine neue Regulierung, eine neue Kontrolle durch den Staat.

Dafür habe ich, Herr Früh, herzlich wenig Verständnis. Denn genau die gleichen Probleme wegen der Qualität gibt es in unzähligen anderen Branchen auch. Es ist Sache des Handels, die Produkte darzustellen und zu verkaufen. Da sollte sich der Staat nicht einmischen. Auf keinen Fall möchten wir, dass

neue Handelshemmnisse dieser Art geschaffen werden und dass für Schweizer Waren wieder eine gewisse Begrenzung eingeführt wird.

Wenn Sie diesen Antrag annehmen, werden wir von der Bestimmung – wenn überhaupt – nur sehr sparsam Gebrauch machen. Ich sehe heute nicht, dass ich diesen Artikel anwenden könnte, das muss ich Ihnen ganz offen sagen. Ueber die Frage, ob eine Bestimmung auf Vorrat geschaffen werden soll, muss das Parlament entscheiden. Ich habe keinen Grund, mich absolut dagegen zu wehren. Der Bundesrat hat – wie in anderen Bereichen auch – die Kompetenz, und er wird sie wahrnehmen.

Sie können von mir aus gesehen dem Antrag Früh also zustimmen, aber ich verspreche Ihnen gar nichts dabei. Sie können den Antrag Früh aber auch ablehnen. Dann könnte man die Frage im Zweitrat noch einmal diskutieren.

Ich bin dafür offen, aber wir wollen keine Regulierung auf diesem Gebiet.

Präsidentin: Die SP-Fraktion lässt mitteilen, dass sie den Antrag Früh unterstützt.

Abstimmung – Vote

Für den Antrag Früh 55 Stimmen
Dagegen 34 Stimmen

Art. 7; 7a; 8; 8a; 8b; 9 Abs. 1, 3; 13; 15; 20 Abs. 1–3; 21; 23; 24 Abs. 2; 25; 28 Randtitel; 29; 39 Abs. 1; 43; 44 Abs. 1, 3; 45–47; Ziff. II–IV

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Art. 7; 7a; 8; 8a; 8b; 9 al. 1, 3; 13; 15; 20 al. 1–3; 21; 23; 24 al. 2; 25; 28 titre marginal; 29; 39 al. 1; 43; 44 al. 1, 3; 45–47; ch. II–IV

Proposition de la commission

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Angenommen – Adopté

Gesamtabstimmung – Vote sur l'ensemble

Für Annahme des Entwurfes 108 Stimmen
(Einstimmigkeit)

An den Ständerat – Au Conseil des Etats

93.029

Direkte Bundessteuer (DBG). Bundesgesetz. Aenderung Impôt fédéral direct (LIFD). Modification de la loi

Botschaft und Gesetzentwurf vom 1. März 1993 (BBl I 1196)

Message et projet de loi du 1er mars 1993 (FF I 1120)

Kategorie III, Art. 68 GRN – Catégorie III, art. 68 RCN

Antrag der Kommission

Eintreten

Proposition de la commission

Entrer en matière

M. Couchepin, rapporteur: Pour comprendre le problème, il faut retourner à quelques principes.

Tout d'abord, il faut se souvenir que, suivant nos normes constitutionnelles, l'impôt doit être neutre du point de vue de la concurrence. Les seules exceptions doivent être basées sur un autre article constitutionnel, l'article 4 de la constitution qui

exige l'égalité de traitement. L'article 34quater alinéa 6 de la constitution prévoit que l'on doit favoriser la prévoyance vieilllesse, raison pour laquelle, dès les années quarante, les assurances-vie ont bénéficié d'un privilège fiscal. Lorsqu'on a décidé de modifier l'impôt fédéral direct, dans le projet, on a décidé aussi de modifier le traitement des assurances-vie. La nouvelle version proposée de l'article 20 alinéa premier lettre a de la loi fédérale sur l'impôt fédéral direct prévoit un privilège fiscal seulement pour certaines catégories d'assurance-vie: les assurances-vie à prime unique. Son contenu est clair: le privilège est accordé aux assurances-vie pour lesquelles le rapport contractuel a duré plus de dix ans et qui bénéficient à des gens qui ont plus de 60 ans.

Néanmoins, l'interprétation de cet article a donné lieu à des difficultés. L'administration elle-même a cru que l'on pouvait traiter avec privilège fiscal les assurances à prime unique qui auraient duré dix ans ou dont le bénéficiaire a plus de 60 ans. C'était faux en fonction du texte, et l'administration fiscale a dû rectifier le tir et elle a fait savoir qu'elle traiterait ces deux conditions de manière cumulative et non pas de manière alternative. Cependant, pendant la période de flottement, un certain nombre de personnes avaient souscrit en toute bonne foi des assurances à prime unique en espérant bénéficier du privilège fiscal.

La solution qu'on vous propose aujourd'hui, c'est de modifier le texte de l'article 20 de la loi fédérale sur l'impôt fédéral direct, de telle sorte qu'il n'y ait plus de doute possible et que l'on sache que les assurances à prime unique bénéficient d'un privilège fiscal seulement si elles ont duré plus de dix ans et si l'assuré a plus de 60 ans. Ainsi, on respecte l'article 34quater alinéa 6 de la Constitution fédérale qui permet de privilégier la prévoyance vieillesse, et on respecte l'article qui oblige à traiter sur le même pied toutes les formes d'épargne, l'article 4 de la constitution qui prévoit l'égalité de traitement.

La proposition de minorité Friderici Charles est anticonstitutionnelle. Elle tend à favoriser une catégorie d'épargne, sans qu'il y ait une base constitutionnelle pour le faire puisqu'elle voudrait permettre à des assurés qui ont moins de 60 ans, qui ne sont donc pas dans la catégorie de ceux qui bénéficient de la prévoyance vieillesse, de bénéficier du privilège fiscal. Ce serait injuste aussi à l'égard d'autres formes d'épargne qui, elles, sont assujetties à l'impôt. Certes, les assurances ont un volume important d'affaires conclues sous le régime de la prime unique et, pour elles, c'est probablement désagréable de devoir se soumettre à la nouvelle version de l'article 20, mais c'est la justice et c'est l'équité qui commandent que l'on accepte la proposition de la majorité.

L'équité commande aussi qu'on accepte une disposition transitoire qui tienne compte de la période de flottement qu'il y a eue dans l'administration, dans les esprits, entre le moment où le texte de l'article 20 a été connu et le moment où l'interprétation définitive a été donnée. La disposition transitoire est généreuse, mais elle est finalement équitable. Elle tient compte d'une sorte d'erreur de l'administration.

Nous vous invitons donc à voter, pour tenir compte de la constitution et pour tenir compte de l'équité, l'article 20 dans la version de la majorité, à repousser la proposition de minorité Friderici Charles, et à voter les dispositions transitoires.

David, Berichterstatter: Wir unterbreiten Ihnen zwei verschiedene Dinge:

1. eine materielle Vorlage betreffend den Artikel 20 Absatz 1 Litera a des Bundesgesetzes über die direkte Bundessteuer;
2. eine Fahne mit verschiedenen Aenderungen des Gesetzes, die redaktionelle Bedeutung haben.

Diese beiden Teile sind getrennt zu behandeln. Ich wende mich zuerst der materiellen Vorlage über die direkte Bundessteuer zu, nämlich dem Artikel 20 Absatz 1 Litera a.

Diese Bestimmung regelt die Besteuerung der Erträge aus beweglichem Kapitalvermögen. In Buchstabe a ist unter anderem die Besteuerung von Erträgen aus rückkauffähigen Kapitalversicherungen, die mit Einmalprämien gebildet worden sind, geregelt. Die gesetzliche Bestimmung erklärt, dass solche Erträge grundsätzlich steuerbar, in Ausnahmefällen jedoch von der Steuer befreit sind. Es geht darum, die Grenze

Verkehr mit Edelmetallen und Edelmetallwaren. Bundesgesetz. Revision

Loi sur le contrôle des métaux précieux. Révision

In	Amtliches Bulletin der Bundesversammlung
Dans	Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale
In	Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale
Jahr	1993
Année	
Anno	
Band	V
Volume	
Volume	
Session	Wintersession
Session	Session d'hiver
Sessione	Sessione invernale
Rat	Nationalrat
Conseil	Conseil national
Consiglio	Consiglio nazionale
Sitzung	13
Séance	
Seduta	
Geschäftsnummer	93.049
Numéro d'objet	
Numero dell'oggetto	
Datum	16.12.1993 - 08:00
Date	
Data	
Seite	2434-2437
Page	
Pagina	
Ref. No	20 023 498

Dieses Dokument wurde digitalisiert durch den Dienst für das Amtliche Bulletin der Bundesversammlung.

Ce document a été numérisé par le Service du Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale.

Questo documento è stato digitalizzato dal Servizio del Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale.